Relevé non exhaustif de luttes écologiques menées dans la foulée des processus révolutionnaires dans les pays arabes entre 2010 et 2015

mardi 29 septembre 2015, par TOSCANE Luiza (Date de rédaction antérieure : 25 septembre 2015).

ALGERIE

In Salah : opposition de la population à l'exploitation du gaz de schiste dans une région marquée par les expériences atomiques des années 60 et la séquestration du CO_2 dans le gisement de gaz de Krechba. Depuis le 31 décembre 2014, la population manifeste quotidiennement et occupe la place centrale de la ville (Sahat Essoumoud). Des tentes sont montées. Il s'est constitué un collectif anti gaz de schiste. Le 23 février une demande de moratoire est adressée au Président de la République.

Fin janvier 2015, Total annonce sur son site n'être plus présent sur le site d'Ahnet depuis le 6 juin 2014. En 2009 Total avait annoncé avoir remporté un appel d'offres pour l'acquisition d'une participation de 49% (51% revenant à la Sonatrach) sur le permis d'exploration et d'exploitation Ahnet.

Le caricaturiste Tahar Dhejiche a été interpellé par la police dans la wilaya d'Al Oued le 20 avril 2015 après avoir évoqué sur sa page Facebook l'exploitation du gaz de schiste, l'une de ses caricatures représentant Bouteflika à l'intérieur d'un sablier croulant sous le sable d'In Salah.

En parallèle des marches sont organisées à Ouargla, Adrar, Batna, Tindouf, Metlili, In Ghar, Sahai Tahtania, Ghardaia. A Ouargla, les chômeurs bloquent quelques axes à Hassi Messaoud et réclament le départ du chef de l'agence de l'ANEM de l'APW. La jonction avec le mouvement anti gaz de schiste est faite début 2025.

Manifestations à Alger, vite réprimées et à deux reprises devant le consulat d'Algérie à Paris.

Présence de militant anti gaz de schiste au Forum Social Mondial à Tunis en 2015.

BAHRAIN

Les habitants de **Ma'ameer** et ses environs accusent les usines voisines d'être responsables des problèmes de santé et de décès, et de malformations à la naissance, selon le *Ma'amer Environmental Activists Committee*.

Sitra, 23 novembre 2014, manifestation de pêcheurs contre les problèmes de pollution, causant la mort des poissons, la baisse des stocks et la diminution de leurs revenus ; certains pêcheurs se voient refuser des licences au détriment de personnes venues d'ailleurs. Ils simulent le détournement d'un important déversement de pétrole.

EGYPTE

Les habitants de **Ouadi Al Qamar** exigent depuis des années le transfert de l'usine de ciment Titan (Grèce) en raison des émanations de produits chimiques toxiques pour les poumons. Un décret de déménagement de l'usine dans une zone non habitée, pris en 1996 n'a jamais été appliqué. L'affaire est entre les mains du Tribunal administratif d'Alexandrie.

5 avril 2011, le comité populaire contre la pollution environnementale de **Chibra Al Khaïma** appelle à manifester contre le projet de complexe pétro chimique de raffinage de l'hydrogène d'une production de 692 barils/jour, de raffinage du pétrole qui menace la santé des habitants du Caire et de Qalioubiya.

2011, une campagne (militants, agriculteurs, pêcheurs) part d'**Idku** sur la côte méditerranéenne pour stopper les projets de BP de construire des pipelines sous la mer, des plate formes pétrolières et un projet gazier sur la plage. Les habitants ont déjà pâti de la pollution due à BG/Rashpetco's LNG (poissons mort, ruine de l'agriculture). Le gaz naturel est exporté d'Idku en Europe et Asie orientale. Ils parviennent au prix d'énormes mobilisations de rue, graffiti, slogans, chants à stopper le projet. Les locaux de BP sont investis, les computers dérobés. Au bout de 18 mois de mobilisations, les manifestants obligent le gouverneur de Beheira à un moratoire et BP renonce au projet. La loi sur les manifestations (Sissi) er la nouvelle loi sur les investissements entrave les mobilisations. A la suite de ses revers à Idku, BP se tourne vers Kfar Sheikh pour son projet et se heurte à la mobilisation des habitants des villages.

A **Damiette**, en novembre 2011, des manifestants se heurtent à l'armée lors de manifestations contre l'usine de fertilisants MOPCO (*Misr Oil Processing Compagny*) et *Canada's Agrium* dont l'implantation remonte à quatre années. Il y a un mort (Islam Abdullah) et onze blessés. Le trafic a été bloqué et le port empêché de fonctionner. L'entreprise *Canadian Methanex* a fermé pour des raisons de sécurité. 18 juillet 2013, sit-in pour la fermeture de l'entreprise MOPCO. Les travailleurs de MOPCO manifestent devant le cabinet pour protester contre la fermeture provisoire de MOCPO.

Août 2011, début des manifestations menées par des milliers d'habitants de **Dabaa** (gouvernorat de Matrouh) contre un projet de site nucléaire, d'affrontements avec les forces de l'ordre. 13 et 15 janvier 2012, la population de Dabaa manifeste contre le projet nucléaire destiné à produire de l'électricité, annoncé déjà par Mubarak et qui rencontre l'hostilité de la population et du secteur touristique en raison de la dévastation environnementale. 13 janvier 2012, 500 habitants partent en manifestation et sit-in (41 blessés dont 29 soldats selon *Al Ahram*). Les employés refusent de retourner travailler en l'absence de sécurité. 14 janvier 2012, poursuite des affrontements et du sit-in. 19 janvier, les habitants décident de construire Dabaa la Nouvelle et d'offrir des logements aux sans abri. Ils refusent de négocier. 15 juillet 2012, les habitants dénoncent la destruction de 350 de leurs logements, des murs, des arbres. Les habitants ont créé leur page Facebook. Accord Sissi Poutine les 9 et 10 février 2015 pour construire le site nucléaire.

Avril 2012, Toukh, (**Al Kalioubia**) les populations d'Ajhour Al Kobra, Azba Al Saghir, Azba Al barbari, Al Haiaouan, Al Sadakia, Azbat Al Diwani, Kombatin, Al Amar et Barchoum manifestent devant la direction de la sécurité d'Alkalioubia et bloquent la route. Elles dénoncent l'exploitation du charbon dans les zones habitées, son exportation en Israël et la pollution à l'origine de leur état de santé dégradé.

Al Houd Musullas, 7 avril 2012, des mobilisations empêchent la démolition de douze maisons. Le 20 novembre 2014, 350 habitants, pour la plupart des travailleurs agricoles, s'affrontent aux bulldozers et aux forces de sécurité qui veulent démolir leurs logements après avoir pollué leurs terres agricoles, car les eaux usées sont répandues dans les champs. 5000 familles sont menacées par des expropriations en vue de projet immobiliers. Le 22 septembre 2009, Hassan Shandy, un agriculteur qui avait tenté d'organiser les autres habitants contre les expulsions, avait été retrouvé

mort avec un message explicite.

16 octobre 2012, la population d'**Al Sarw** (gouvernorat de Damiette) manifeste pour exiger de ne plus appartenir à ce gouvernorat afin de ne pas connaître le sort des habitants de **Sunsaft** dont les habitants avaient été contaminés par la pollution de l'eau.

12 février 2012, rassemblement des habitants de **Ficha** (gouvernorat de Mahmoudiya) contre la pollution et les autorités qui n'ont pas fait suivre leurs engagements d'actes. 24 janvier 2014, colère des habitants de Ficha contre la pollution de l'eau, qui conduit à des coupures et les contraint à acheter de l'eau en bouteilles.

11 mars 2012, les pêcheurs de **Kafr Al Dawar** (gouvernorat d'Al Buhaïra), manifestent pour protester contre la pollution de l'eau du Nil.

Wadi Firan (Sinaï), les bédouins ferment le 15 mai 2012 le siège de la société des eaux pour protester contre la pollution des eaux.

3 septembre 2012, la population d'**Arab Beni Wassil** (gouvernorat de Sohag) manifeste devant les autorités du centre de Saqutla pour protester contre la pollution de l'eau potable.

16 mars 2013, la population d'**Al Dakhila** et de **Wadi Al Kamar** (ouest d'Alexandrie), manifeste contre la pollution du port d'Al Dakhila. A l'origine l'usine Estyrenics de production d'Ethylène et Polyéthylène, à l'origine de cancers et d'insuffisances rénales dans la population.

14 avril 2013, manifestation de la population d'**Abou Alrich** devant le gouvernorat d'Assouan pour exiger d'être protégés de la pollution de la raffinerie de Kima (Société égyptienne d'industries chimiques) qui déverse toujours ses eaux usées dans le Nil.

24 avril 2013, manifestation de la population de **Dandera** (province de Qena) pour protester contre la pollution de l'eau.

Mai 2013, manifestation devant l'ambassade d'Ethiopie au **Caire** pour protester contre la construction du Barrage de la Grande Renaissance sur le Nil, à des fins électriques plutôt que d'irrigation. La Chine est partie prenante du projet.

12 août 2013, manifestation des populations de **Nagaa Hamed, Nagaa Hermas, Nagaa Hamouda, Nagaa Chouiha** et **Nagaa Abdessatar** (gouvernorat de Sohag). Elles édifient des barrages sur la route Le Caire/Assouan pour protester contre la pollution de l'eau potable.

23 août 2013, manifestation des habitants des villages aux alentours de **Rosetta** contre la pollution des eaux, l'altération de l'eau potable et l'empoisonnement des poissons.

15 septembre 2013, la population d'**Houdh** (gouvernorat d'Al Sherkia) manifeste contre la pollution de l'eau potable.

21 Janvier 2014, des habitants de **Mahmoudiya** appellent à uriner sur les murs et dans les bureaux de la municipalité pour protester contre la pollution de l'eau potable, coupée depuis 5 jours. Ils exigent « pain, liberté et l'eau au robinet » ainsi que le départ des responsables de la ville.

19 janvier 2014, manifestation des populations de **Dessouk** (gouvernorat de Kafr Al Sheikh) et des pêcheurs de la zone devant la municipalité pour protester contre l'élévation du taux d'ammoniaque dans le Nil qui tue les poissons et pollue l'eau potable. 22 janvier 2014, des habitants ferment les entrées du de la municipalité et en bloquent les accès aux employés et aux citoyens, pour protester

contre la pollution de l'eau potable, due à l'élévation du taux d'ammoniaque. Le 18 février, les populations et les pêcheurs de Dessouk refusent la dispersion de leur manifestation contre la pollution de l'eau potable et de l'eau du Nil.

1er septembre 2014, la population de **Kamshoush**, (gouvernorat de Menoufiya), manifeste devant la station d'eau, pour protester contre la pollution de l'eau potable, les promesses non tenues des autorités et exiger la fermeture de la station d'eau actuelle. Le 15 septembre 2014, nouvelle manifestation de ces populations devant le poste de police de Menouf contre la coupure d'eau. Ils exigent le départ du président de la société des eaux de Menoufiya.

Fin décembre 2014, la population de **Sunsaft** coupe la route pour protester contre des cas d'empoisonnement dus à la pollution de l'eau potable.

Mars 2015, la population de **Salamun** (gouvernorat de Menoufiya) se mobilise contre la pollution de l'eau potable.

11 juin 2015, la population de **Kafr Ficha** (gouvernorat de Menoufiya) coupe la route où doit passer le gouverneur de Menoufiya pour protester contre la pollution de l'eau.

7 juillet 2015, les populations d'**Al Sawalem** (gouvernorat de Damiette), se mobilisent pour l'accès à l'eau potable et exigent que des prélèvements soient effectués et que les canalisations soient changées.

Des pêcheurs de **Port Saïd** apportent leurs revendications à Sissi à la veille de l'inauguration du nouveau canal de Suez, prévue pour le 8 août 2015. Ils se plaignent de la rareté des poissons due à la pollution de l'eau, notamment en raison de l'entreprise Senmar.

15 août 2015, la population de **Sanhur** (gouvernorat d'Al Buhaïra) bloque la route agricole Damanhur-Mahmoudiyya pour protester contre les coupures d'eau, ce qui les contraint à recourir à e l'eau polluée.

IRAK

8 juillet 2012, des organisations de protection de l'environnement protestent contre la pollution émise par la Société des Pétrole du Nord de **Kirkouk** (Actuelle société des pétroles du Nord).

28 juin 2015, Manifestation à l'occasion d'une conférence du *World Heritage Committee* de l'UNESCO à **Bonn** afin qu'Hasankeyf fasse parti du *WH* List et que le barrage d'Ilisu soit stoppé. 26 septembre 2013, rencontre internationale à Baghdad avec des militants d'Irak, de Turquie, du Royaume Uni, d'Allemagne et d'Italie. *Save the Tigris Campaign*. 22 mars 2014, rassemblement de militants à Basra à l'occasion de la journée mondiale de l'eau, pour protester contre la détérioration des ressources en eau dans le Chott Al Arab, notamment à cause du barrage d'ilisu. A l'initiative de *Save The Tigris River* and *the Iraqi Marshes*, la Onf Group, *Al Firdos Association*, *Union with engineering professions-southern electricity sector*.

1er novembre 2013 à **Darbandikhan**, manifestation des habitants pour protester contre la pollution remontant à des années et qui s'est aggravée récemment dans l'eau potable distribuée dans la ville et accusent les pouvoirs locaux (Soulaymania) de négligence. De nombreuses maladies sont mises sur le compte de la pollution de l'eau depuis la construction du barrage de Darbandikhan.

27 Mars 2014 les habitants de **Bazyan**, province de Soulaymania, manifestent contre le manque d'équipements, la pollution (causée par la raffinerie et la cimenterie) et le fait qu'ils sont délaissés par les autorités. Ils bloquent la route Kirkuk Soulaymania et interpellent le gouvernement du

Kurdistan. 20 entreprises polluent la région et n'emploient pas les populations locales. Ils sont privés d'électricité, de route, d'hôpital. 205 personnes auraient un cancer (2014). Lafarge a acquis une cimenterie à Bazyan en 2009. 10 avril 2014, des diplômés chômeurs de la région d'**Halabja** ont brulé leurs diplômes, accusant le gouvernement du Kurdistan de favoritisme. Ils font partie de « *Unemployed Graduate Campaign* ». 16 mai des diplômés manifestent devant la direction de l'éducation de **Garmyan**. 4 juin 2014, des chômeurs diplômés de **Bazyan** bloquent la route Soulaymania Bazyan protestent contre le manque d'équipements.

IRAN

Février à avril 2015 : la minorité arabe d'Iran manifeste par dizaines de milliers dans le Khouzestan, à **Ahvaz, Souss, Tuster, Abadan, Al Mohamarra, Hawizeh, Al Fallahiya** et **Al Khafajiya** (appellations arabes de villes iraniennes), notamment contre le racisme et la pollution. Ils arborent des pancartes en arabe et persan pour protester contre la situation qui leur est faite, du fait de l'assèchement des fleuves en raison de la construction de barrages, notamment sur les fleuves Karoun et Karkheh, demandent que les rivières soient rouvertes. Ils dénoncent également l'implantation d'entreprises iraniennes qui engendrent la pollution de la région, qui concentre des champs de pétrole et de gaz qui assurent 85% du budget iranien. Le régime avait décidé de transporter les eaux des fleuves au centre du pays et d'industrialiser (aciéries, pétrochimie) cette région anciennement agricole. S'y mêlent la dénonciation de l'appauvrissement et du chômage. Sur les pancartes : « je veux avoir le droit de vivre dignement ». Février 2015, la pollution a contraint des écoles à fermer. L'OMS a déclaré Ahwaz comme la ville la plus polluée au monde.

ISRAËL

13 janvier 2013, les habitants de **Qalansiwa** et d'**Al Tiba** et **Shaar Efraim**, manifestent sur l'avenue 444 près de la zone industrielle de Qalansiwa contre l'entreprise de déchets Sharonim et contre les usines qui sont à l'origine de la pollution de la zone avec des pancartes « Notre maison n'est pas une poubelle » ou « Fermez Sharonim ». Des affrontements conduisent à l'arrestation du président du comité de l'environnement, Abdelsatar Hajj Yahya et d'un autre citoyen d'une vingtaine d'années.

18 avril 2015, des habitants arabes et juifs de **Haïfa** manifestent à la suite de la publication par le ministère de la santé de rapports sur le cancer et la pollution à Haïfa.

JORDANIE

17 août 2011, manifestation à Amman contre le projet de centrale nucléaire à **Mafraq**, à l'est du pays, organisée par Greenpeace.

8 novembre 2011, des citoyens se mobilisent dans le gouvernorat d'**Ajloun** pour exiger le contrôle des déchets des pressoirs d'olives qui s'infiltrent dans la nappe phréatique et polluent l'eau potable et l'eau destinée aux agriculteurs.

Mai 2012, les députés suspendent le programme nucléaire jordanien, AREVA était alors sur les rangs.

Août 2012, **Amman**, manifestation contre le recours à l'énergie nucléaire, à l'initiative de Green Peace, et pour l'énergie renouvelable (vent, soleil).

Manifestation des Beni Sakher, tribu, contre l'annonce le 28 octobre 2013 de la construction de deux réacteurs nucléaires à **Qusayr Amra**, un désert à l'est d'Amman, en collaboration avec la firme Rosatom (Russie) entre deux plaques tectoniques et dans une zone de conflits, et d'approvisionnement en eau de la capitale. Lancement de campagnes de désobéissance civile à

l'instigation des Beni Sakher. Mobilisation aussi de la tribu Kraisheh. Les premières mobilisations ont lieu à Qusayr Amra, puis à Amman, et à l'ensemble du territoire.

Mobilisation contre la coupe annoncée en 2011 de 2200 arbres centenaires pour construire une académie militaire dans la forêt de **Bergesh**, près d'Ajloun, à l'initiative de la société civile, Green Peace.

KOWEIT

15 000 écoliers de la cité **Ali Sabah Al Salem** (dite aussi Umm Al Hayman, 55 km au sud de la capitale) font la grève de l'école pendant deux jours pour protester l'inaction du gouvernement face à la pollution ayant entraîné de nombreux problèmes respiratoires dans la population. Ils et elles manifestent en arborant des pancartes réclamant un air propre et le droit de faire grève. Il y a des installations pétrolières et 156 usines chimiques, dont la construction avait été déconseillée en 1994. Il faut soit « fermer les usines, soit reloger les habitants »

LIBAN

27 décembre 2011, des habitants d'**Hassabiyya** manifestent contre la pollution de la rivière Al Hassabani.

17 janvier 2012, les populations de **Jiyeh** ferment l'entrée du port avec le concours des autorités municipales, pour protester contre le passage de camions de fuel.

3 juillet 2012, manifestation contre la pollution à **Beyrouth**.

Barja, décembre 2014 mobilisation contre la pollution industrielle à Jiyyeh, Sibline et Baasir, qui occasionne des problèmes respiratoires et des cancers, contre Electricité du Liban, qui frappe les populations dont 12 000 réfugiés syriens qui vivent là. Ils demandent que la décharge soit construite dans une zone inhabitée.

Zouk Mikael, avril 2015, prolifération de cancers, asthme. Des centaines d'habitants du mont Liban bloquent l'autoroute Beyrouth Tripoli pour protester contre les émanations toxiques d'un site de carburant. Les manifestants demandent sa délocalisation ou son remplacement par du gaz.

Beyrouth, juillet-août 2015, la population et le mouvement « Vous puez » protestent contre l'accumulation des ordures dans la ville et réclame le tri à la source, refuse les incinérateurs et exige la « chute du régime ». Le 22 août, les manifestations sont violemment réprimées.

LIBYE

Lancement de la campagne *Cleaning Up Libya* aux fins de nettoyer les villes et les reboiser, en l'absence de vide institutionnel. Fondée à **Tripoli** mais étend ses initiatives jusqu'à **Benghazi**.

MAROC

Imider, 200 km au nord-est d'Ouarzazate. Depuis 1969, la société métallurgique d'Imider exploite une mine d'argent. En 1986, la SMI creuse un puits en bas de l'Alban pour alimenter l'usine en eau. Manifestations. En 1996, la mobilisation reprend. Imider.

Août 2011, les habitants occupent le mont Alban, en face de la mine d'argent d'Imider exploitée par une holding royale pour protester contre le pompage de l'eau et la pollution des sols au cyanure et au mercure. Ils sont montés sur la colline pour couper l'approvisionnement en eau de la mine. Cette

lutte avait commencé par 48 jours d'occupation en 1996 (22 blessés, 23 arrestations dont 16 sont relâchés. En 2004, la SMI creuse un forage et construit un réservoir. Les étudiants manifestent le 1er août 2011 lorsque la SMI leur refuse une intégration d'un mois dans la mine. Puis hommes, femmes, chômeurs se mobiliser. Le 20 août la population occupe le haut de la montagne et le 23, l'eau du second forage est coupée et elle continue jusqu'à aujourd'hui. Les femmes y viennent quotidiennement pour cuisiner.

L'argent de la mine est exporté aux Etats-Unis, en Suisse et en France.

Les revendications : emplois (75% réservés aux locaux), traitement des déchets, filtrage des vapeurs, dédommagement des paysans expropriés. Les enfants boycottent l'école pendant une année.

5 octobre 2011, arrestation de Mustapha Ouchtoubane, condamné à quatre ans de prison le 1er décembre 2011. 12 juillet 2012, arrestation de cinq autres militants (Moha Bennaser, Karim Lahcen, Faska Laadad, Taîeb Omar et Moha Ouljihad)à Tinghir et libérés suite à la mobilisation de la population. 7 juin 2013, H. Mounas est agressé. 28 décembre 2013, agression et arrestation d'Hamid Berki, déjà agressé le 17 juillet de la même année et laissé pour mort. 30 décembre 2013, arrestation d'Ichou Hamdan. 1er mars 2014 : arrestation musclée de trois militants (Omar Moujane, Brahim Hamdaoui, Abdessamad Matri), condamnés le 24 avril à trois années de prison. En appel, le 7 juillet 2014 la peine a été confirmée assortie d'une amende de 60 000 dirhams chacun. 31 décembre 2014 : arrestation de deux militants de MSV96.

2 janvier 2015 le Mouvement Sur la Voie de 1996 organise une marche de protestation pacifique avec leurs revendications socio économiques et environnementales.

Le mouvement propose un plan de développement alternatif pour les sept villages d'Imider : regrouper les écoles, mettre en place des moyens de transport. Aujourd'hui le campement est fait de maisons en dur, pouvant abriter de 100 à 400 personnes. Les décisions sont prises en assemblées avec les 7 villages : la réduction de la pollution, l'accès à l'emploi pour les locaux, une gestion raisonnée des ressources, des droits sociaux (santé).

Au niveau juridique, aucune procédure n'est engagée contre les militants qui bloquent le puits. Ce dernier a été creusé illégalement, la SMI n'y a donc pas intérêt.

La ZAD est soutenue par les ZAD de France, la CNT Catalogne, des militants brésiliens et thaïlandais. Le mouvement a reçu la visite de zadistes de Nantes. Le MSV 96 soutient les ZAD, NDDL, Testet.

Les habitants et les agriculteurs d'**Aïn Taoujdate** manifestent le 29 janvier 2012 contre la pollution des eaux et de l'air causée par une huilerie qui entraîne aussi des pertes de bétail.

5 octobre 2013, manifestation à l'appel d'associations de protection de l'environnement à **Anza**, pour protester contre la pollution à l'usine Komplema, une précédente fuite d'ammoniaque ayant blessé des employés de l'usine et contre la pollution émise par des usines textiles.

12 février 2014, **Kuneïtra**, manifestation avec des masques pour protester contre la pollution de l'air à l'appel d'une association pour l'environnement.

Les habitants de **Douar El Gzazera** et **Douar Kassem** manifestent le 28 février 2014 sur la route qui relie des deux localités pour protester contre le passage des camions transportant le phosphate à Youssefia, qui occasionne des fissures dans les logement, des affaissements de terrains, polluent l'air et menacent la vie des animaux. Ils exigent la libération d'un habitant qui avait manifesté précédemment.

Safi, 21 septembre 2014, les militants de Safi participent à la marche populaire pour le climat organisée au niveau mondial, pour protester contre l'implantation d'une centrale thermique à Safi, qui travaille au charbon, qui doit pomper de l'eau de mer et la rejeter avec des substances polluées.

Safi : campagne du port de masques protecteur pour protester contre la pollution après une fuite de gaz phosphoriques du complexe chimique de phosphates (OCP)

Tan Tan, Manifestation des habitant(e)s de la cité Al Nahdha devant la municipalité contre la pollution industrielle due aux usines du nord de la ville. Ils exigent des compensations pour les préjudices subis.

Le 29 mars 2015, manifestation à **Safi** contre l'implantation d'une centrale thermique dont l'appel d'offres a été remporté par des entreprises étrangères dont GDF Suez. Elle doit utiliser les techniques du « charbon propre ». Une association locale appelle à la construction d'une centrale à énergie solaire.

30 mai 2015, les habitants de **Tamlassat** manifestent devant les autorités de la commune rurale de Drarga pour protester contre la non résolution de la question des déchets qui intoxique l'eau de la nappe phréatique.

Taroudant, 19 mai 2013, manifestation contre le projet d'aciérie (firme indonésienne) à Stah Lamedina. Charge violente des forces de l'ordre. Hommes et femmes blessés sont transportés à l'hôpital local. Les populations dénoncent la municipalité qui a vendu leurs terres collectives sans indemnités. Sit-in le 9 juin 2013. Juin 2015, la commune urbaine de Taroudant résilie son accord avec *Earthstone Metals and Minings* (Indonésie).

4 août 2015, des habitants de **Mohammedia** manifestent avec des masques pour protester contre la poussière noire émise par la station thermique de la ville.

OMAN

6 octobre 2012 les habitants de **Liwa** manifestent devant le bureau du gouverneur pour exiger l'éviction et le jugement de Jamal Abdel Aziz, directeur du port de Sohar et responsable de la pollution, de Mosab Al Mahrouki, directeur exécutif d'ORPIC, et de tous les responsables, la résolution du problème de la pollution, des emplois avec des salaires décents pour les habitants de Liwa, la résolution des problèmes de transport, des dédommagements pour la route côtière, des emplois, des soins pour les malades de la pollution, une assurance sociale pour les habitants du gouvernorat, l'exécution du plan de développement du gouvernorat.

Manifestation d'hommes, de femmes et d'enfants à **Liwa** le 22 août 2013. Les forces de sécurité dispersent les manifestants avec des gaz lacrymogènes. Talib Al Maamari, député élu à la Choura fait partie des manifestants, est blessé et arrêté le 24 août au domicile d'un ami lors d'une descente ainsi qu'un membre du conseil municipal, Saqr Al Balouchi, à côté d'autres manifestants. Le 11 octobre 2013, il est libéré sous caution et arrêté le 13 octobre à nouveau et il sera privé de visite jusqu'en décembre. Le 10 Octobre 2013, il est condamné en première instance à 7 ans d'emprisonnement et en décembre 2013 à 4 ans, Saqr Al Balouchi est condamné à un an, Trois sont acquittés et cinq autres sont condamnés à un an de prison. Le tribunal suprême casse le jugement le 25 février 2014. Le TPI reporte l'examen au 24 mars, puis au 7 avril : sept accusés. Le 5 août 2014, il est condamné en première instance à 4 ans d'emprisonnement. En décembre 2014 le ministre du Logement annonce que la seconde phase de la construction d'une nouvelle ville de 3000 logements est presque finie (8 écoles, 2 universités, 11 mosquées). Elle est prévue pour 30 000 personnes qui seront éloignées du port de Sohar.

Jaalan Bou Ali, novembre 2014, les écoliers assistent aux cours avec des masques pour protester contre la pollution due à une usine d'huile de poisson. Elle sera fermée par les autorités en janvier 2015.

QATAR

Lors de la COP 18 à **Doha**, l'*Arab Youth Climate Movement* est autorisé à manifester. Mais deux de ses délégués, Raied Ghablawy et Mohammed Anis sont interpellés le 6 décembre 2012 alors qu'ils interpellaient le Qatar à l'aéroport, ils sont expulsés du pays.

SOUDAN

Mobilisation durement réprimées des populations Manasir déplacées en 2007 (70 000 personnes) par le barrage **Merowee** sur le Nil, dont la construction s'est faite avec Lahmeyer (Allemagne) et Alsthom (France). Leurs revendications modestes de dédommagements n'ont pas été respectées. 30 villages ont été noyés et les habitants déplacés dans le désert de Nubie. Les Manasir suspectent Alsthom d'avoir corrompu le pouvoir soudanais pour pouvoir procéder à la construction du barrage. Elles mènent aussi des investigations sur la légalité des actions de Lahmeyer. 10 août 2015, les populations déplacées par le barrage dans la région d'**Amri la nouvelle** examinent la possibilité d'avoir recours à des mesures judiciaires contre les autorités du gouvernorat après la publication d'un rapport faisant état de la pollution à 83 % de l'eau potable.

Janvier 2011, mobilisation contre le barrage de **Kajbar** dont le projet est aux mains de Chinois.

1er juin 2011, la population d'**Al Aylafun** (gouvernorat de Khartoum) manifeste contre la pollution de l'eau qui est à l'origine de cancers.

Juillet 2011, les habitants de **Kalakila d'Al Sahafa** et **Jabra** (Khartoum) manifestent contre la non alimentation en eau.

Octobre 2012, Des habitants d'**Ouad Madani** bloquent à deux reprises les routes pour protester contre un projet agricole qui a des impacts environnementaux négatifs. La police tire des gaz lacrymogènes.

29 septembre 2014, les populations d'**Hodaiba** manifestent à Khartoum contre la pollution causée par un élevage de poules ayant entraîné maladies et décès et réclament son déménagement.

Juillet 2015, manifestations à répétition des habitants de quartiers de Khartoum (Dakhinat, **Al Hajj Youssef**, **Darouchab**, pour un accès à l'eau potable, l'eau étant polluée.

SYRIE

Lancement de l'agriculture urbaine dans des zones libérées ou assiégées à Yarmouk, Qalamoun, au sud de Damas, un projet appelé 15th Garden, soutenu par Heinrich Boell Fondation's Middle East Office.

TERRITOIRES OCCUPES

Gaza, juillet 2012 ; rassemblement et marche d'enfants de la cité Borj Al Saada pour protester contre la pollution due à une imprimerie voisine (bruits et émanations toxiques). La manifestation est réprimée par des éléments armés.

Tulkarem, 29 avril 2015, des Palestiniens et des militants internationaux manifestent à Tulkarem

contre la présence de onze usines chimiques israéliennes dans la ville. Ils réclament un environnement sain et la fin de l'occupation. Un manifestant est blessé par des tirs de gaz lacrymogènes. Mais il existe aussi des usines produisant des plastiques, des teintures industrielles, des pesticides. Selon un rapport du ministre de la Santé de 2012, 77% des cas de cancers sont dus à la pollution industrielle.

2 novembre 2014, environ 300 Palestiniens manifestent à **Al Aissawya** à Jérusalem Est pour réclamer l'ouverture des entrées de la ville fermée en guise de sanctions contre les affrontements qui durent depuis près de trois mois entre les jeunes et la police. Leurs pancartes dénoncent la pollution par les gaz et les produits chimiques » ou la ségrégation raciale.

TUNISIE

Février 2011, manifestations des habitants de **Jradou** (20 km de Zaghouan) pour l'arrêt des activités du centre de traitements des déchets industriels et spéciaux, inauguré en 2009 et financé aux deux tiers par l'Allemagne (*Kreditanstalt für Wiederaufbau*) dans le cadre de la coopération. Le 15 mars 2013, la justice ordonne l'arrêt des activités.

Juillet 2011, **Sidi Bouzid**, manifestation des habitants pendant deux jours pour obtenir une compensation financière pour l'exposition aux poussières résultant de l'exploitation des carrières de pierre de Fayedh, qui a touché l'environnement et l'agriculture.

Monastir, 11 septembre 2011, protestation des citoyens de « la fabrique de savon » pour en exiger la fermeture, pour cause d'émissions de gaz toxiques et d'odeurs dues à la fumée.

Septembre 2011, blocage des camions de l'entreprise de production de ciment Balinvadh (Monastir), donc blocage de la production, par des manifestants exigeant une vie décente sans contamination et des indemnisations en contre partie des problèmes de santé et des dommages causés aux logements.

Bakht, octobre 2011, manifestations pour le droit à la vie en raison de propagation de cancers dans la pollution mises en rapport avec les bancs de poissons morts sur la plage, les odeurs dégagées sur le littoral.

El Berka, 6 mai 2012, manifestation contre la pollution, les explosions et l'assèchement de la nappe phréatique, causées par la compagnie des phosphates de Gafsa. 15 juillet 2014, rassemblement devant la Cour d'Appel de Gafsa contre la criminalisation des accusés d'Al Barka (12 en fuite) condamnés à des peines allant jusqu'à 10 ans d'emprisonnement.

Sbeitla, janvier 2013, premier forum national de l'environnement.

Ouled Nsir, 11 juillet 2013, manifestation des habitants victimes des nuisances dues à un forage pétrolier (société Dualex, Canada) : un an sans eau courante, bruit empêchant de dormir, 625 habitations fissurées par les vibrations, eaux usées rejetées dans les terrains agricoles, d'où l'eau détournée pour les cultures. Arrestations et condamnations de jeunes manifestants. 22 juillet 2013, manifestation des agriculteurs devant le gouvernorat de Kairouan contre le forage.

Ksibet Al Mediouni, 12 septembre 2013, les habitants bloquent la route Ksar Hellal/Monastir conte la pollution de l'eau de mer entraînant la mort de bancs de poissons.

6 octobre 2012, manifestation à Jerba contre la réouverture d'une décharge publique à **Guellala**. Usage de lacrymogènes contre les manifestants. Reprise des affrontements dans la soirée. Guellala, 6 juillet 2014, manifestation des habitants et des médecins de Djerba contre les ordures. 18 septembre 2014, grève générale des habitants d'**Houmt Souk** à l'appel de l'UTICA, fermeture des

commerces, cafés et établissements scolaires. 25 et 26 septembre 2014, grève de la ville d'Houmt Souk à Jerba, pour protester contre la prolifération des maladies due à l''accumulation des ordures. 27 septembre 2014, manifestation contre la pollution à Jerba sur l'avenue Bourguiba à **Tunis**. 20 novembre 2014, le bureau de l'UTICA proteste contre le laxisme des autorités envers la pollution.. 14 janvier 2015, sit-in de protestation à **Jerba** contre l'arrestation de manifestants anti pollution

Gabès :

Octobre 2012, manifestations de jeunes sur la place Aïn Salam contre le chômage et la pollution, et pour la construction d'une fac de médecine et d'un CHU. Avril 2013, blocage du port par les marins pêcheurs qui demandent un dédommagement pour les pertes occasionnées par la pollution. novembre 2013, manifestations pour la création d'un CHU en raison des accidents industriels, des brûlures. Le 27 novembre, des milliers de manifestants (partis de l'URT-UGTT) posent la première pierre d'une faculté de médecine à titre symbolique. 17 janvier 2014, des milliers de chômeurs manifestent pour obtenir des emplois à la Compagnie de l'environnement de la culture et du jardinage, qui emploi e 2400 personnes (mise en place par les autorités en réponse aux revendications des chômeurs). La police fait usage de gaz lacrymogènes, en arrête une dizaine et les relâche. Gabès, 11 décembre 2014, les marins, pêcheurs et aquaculteurs manifestent contre la dégradation de la situation du secteur maritime en raison de la pêche anarchique et de la pollution marine en raison du phosphogypse (engrais phosphatés), déversé par le Groupe Chimique Tunisien qui devrait verser des dédommagements et se voir interdire de polluer. 17 mars 2015, les marins pêcheurs sont en sit-in à l'entrée nord de la zone industrielle de Gabès, et les agriculteurs bloquent l'entrée sud contre l'absence de réponse du gouvernement à leurs demandes de compensation pour les préjudices causés à leurs activités par la pollution dues aux activités du Groupe Chimique Tunisien et exigent l'arrêt des rejets du phosphogypse dans la mer.. Ils sont dispersés à coups de gaz lacrymogènes. 16 octobre 2012, **Oudhref**, des habitants entament une grève générale pour protester contre la décision du ministère de l'industrie relative à la création d'une décharge de phosphogypse à Oudhref (avec subventions de l'UE et prêts de la banque européenne d'investissements) (20 km de Gabès) qui est proposée en alternative à l'immersion du PG dans la mer, et le blocage des routes menant à Gabès.

La société franco britannique Perenco aurait commencé des essais d'extraction de gaz de schiste par fracturation hydraulique en 2010 et il aura fallu attendre novembre 2012 pour que le gouvernement parle publiquement de ce contrat. 9 octobre 2012, manifestation devant l'ANC contre l'exploitation des gisements de gaz de schiste. Un accord a été signé en novembre 2012 avec Shell pour exploiter cette ressource dans quatre forages dans la région de **Kairouan**.

1er août 2015, les habitants de **Boulaaba** (gouvernorat de Kasserine) bloquent le carrefour d'Al Bratlia, pour protester contre la pollution de l'eau.

YEMEN

Avril 2014, Les habitants d'une banlieue de Sanaa (**Al Mazra**, district de Shaoub) ainsi que l'administration d'une école primaire, se mobilisent contre le brûlage de pesticides par les auorités, à la suite de leur confiscation dans le port d'Aden.

Suqutra, octobre 2011, les manifestants nettoient les rues d'Hadiboh et poussent la rhétorique du nettoyage jusqu'à chasser les vendeurs de qat hors d'Hadiboh et Qalansiya.

Luiza Toscane, 25 août 2015